

Brochure n° 3125

Convention collective nationale
IDCC : 1586. – INDUSTRIES CHARCUTIÈRES
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

AVENANT DU 30 JANVIER 2018
RELATIF À LA MISE À JOUR DE L'ARTICLE 63 DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NOR : ASET1850226M
IDCC : 1586

Entre :
FICT ;
D'une part, et
FGTA FO ;
FGA CFDT ;
CFE-CGC Agro,
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux des industries charcutières se sont réunis le 30 janvier 2018 afin de mettre en harmonie la convention collective nationale des industries charcutières avec les dispositions de l'article L. 3142-4 du code du travail (modifié par la loi du 8 août 2016) et de compléter éventuellement la durée de ces congés exceptionnels.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises ou établissements entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries charcutières (salaisons, charcuteries, conserves de viandes), IDCC 1586, brochure n° 3125.

Article 2

Modification de l'article 63 de la convention collective nationale

L'article 63 (« Congés exceptionnels pour événements de famille ») de la convention collective nationale des industries charcutières est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des autorisations d'absence, sur justification, ne donnant lieu à aucune retenue sur le salaire sont accordées dans les conditions suivantes aux salariés :

- mariage du salarié (y compris en cas de Pacs) ;
- 4 jours ;
- 1 semaine après 1 an de présence ;

- mariage d'un enfant :
 - 1 jour ;
- congé de naissance ou d'adoption :
 - 3 jours ;
- décès du père, de la mère, d'un beau parent (beau-père, belle-mère) :
 - 3 jours ;
- décès du conjoint :
 - 5 jours (y compris du partenaire lié à un Pacs ou du concubin) ;
- décès d'un enfant :
 - 5 jours ;
- décès d'un frère, d'une sœur :
 - 3 jours ;
- décès d'un grand-parent, d'un beau-frère, d'une belle-sœur :
 - 1 jour après 1 an de présence ;
- annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant :
 - 2 jours.

Ces congés exceptionnels sont assimilés à temps de travail effectif pour la détermination du congé payé annuel. »

Article 3

Entrée en vigueur. – Extension

Le présent avenant entrera en application le 1^{er} mars 2018.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (dépôt des accords – 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15) l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)